

14 JAN. 2025

ARRIVEE

4

SYNDICAT MIXTE DES GLIERES

REUNION DU COMITE SYNDICAL EN DATE DU 19 DECEMBRE 2024

**OBJET : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DES ACTIVITES NORDIQUES DU PLATEAU DES GLIERES - APPROBATION DU PRINCIPE DE DELEGATION**

Le jeudi 19 décembre 2024, à 17h00, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Glières s’est réuni à ANNECY et en visioconférence, sous la présidence de M. François EXCOFFIER, Président du Syndicat Mixte.

• Membres en exercice.....	12
• Présents au jour de la séance.....	8
• Ayant donné pouvoir.....	1
• Suffrages exprimés.....	9
- Voix Pour.....	9
- Voix Contre .....	
- Abstentions.....	

**PRESENTS :**

Christian ANSELME, Pierre BARRUCAND, Marie-Louise DONZEL-GONET, Bruno DUMEIGNIL, François EXCOFFIER, Claude JACOB, Odile MAURIS, Lionel TARDY

**SUPPLEANT :** Jean-Charles MAXENTI

**ABSENTS EXCUSES :**

Marcel CATTANEO, Christophe FOURNIER, Myriam LHUILLIER, Christelle PETEX-LEVET, David RATSIMBA, Martial SADDIER, Stéphane VALLI

Vu les dispositions des Articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et des Articles L.3000-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

Vu l'exposé de Monsieur le Président,

Vu le rapport préparatoire à la délégation,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en date du 9 décembre 2024,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 16 décembre 2024,

**MONSIEUR LE PRESIDENT :**

**RAPPELLE** que la convention de délégation de service public conclue entre le Syndicat Mixte des Glières et Haute-Savoie Nordic pour l'exploitation des activités nordiques sur le Plateau des Glières arrivera à son terme le 30 septembre 2025.

**EXPOSE** que, pour assurer la poursuite de l'exploitation de ce service public après le 30 septembre 2025, le Syndicat pourrait continuer de s'attacher le concours d'un partenaire professionnel au moyen d'une convention de délégation de service public.

**PRESENTE** son rapport préparatoire à la délégation de service public, qui précise les évolutions possibles de la gestion et de l'exploitation de ces activités nordiques et présente les prestations qui seront demandées au futur délégataire.

**RAPPELLE** que toute passation de délégation de service public doit être précédée de l'organisation d'une procédure de publicité et de mise en concurrence (encadrée par les Articles L3000-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique relatifs aux procédures de concession et les Articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales) permettant de recueillir des offres concurrentes.

**EXPOSE** que, dans cette perspective, il y a lieu de se prononcer sur le principe de l'exploitation de l'activité dans un cadre délégué.

**INVITE** le Comité Syndical, dans ce cadre et en vertu de l'Article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- à se prononcer sur le principe du renouvellement de la délégation du service public des activités nordiques du Plateau des Glières.

**Le Comité Syndical,  
Après en avoir délibéré,**

- **APPROUVE** le principe du renouvellement de la délégation du service public des activités nordique du Plateau des Glières au moyen d'une convention de délégation de service public.
- **MANDATE** Monsieur le Président pour engager toutes les formalités à cet effet et notamment la procédure de publicité et de recueil des offres selon les modalités prévues à l'Article R.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir l'insertion d'un avis d'appel public au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ou dans un Journal d'annonces légales et dans une publication spécialisée correspondant au secteur économique concerné, étant précisé qu'au regard des délais contraints, une procédure ouverte sera mise en œuvre (remise des candidatures et des offres dans le même temps).

Préfecture de la Haute-Savoie Le Président du Syndicat Mixte des Glières  
SGCD / Pôle accueil courrier François EXCOFFIER

Rendu exécutoire après  
transmission au Représentant de l'Etat le :  
et publication le :

14 JAN. 2025

14 JAN. 2025

14 JAN. 2025

ARRIVEE

4



# SYNDICAT MIXTE DES GLIERES

Préfecture de la Haute-Savoie  
SGCD / Pôle accueil courrier

14 JAN. 2025

ARRIVEE

4

---

## Délégation de service public pour l'exploitation du domaine nordique des Glières

---

### RAPPORT DE PRESENTATION DU PROJET DE DELEGATION AU COMITE SYNDICAL

#### PREAMBULE

---

Le présent rapport, établi en application de l'Article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, a pour objet d'énoncer les motivations du Syndicat mixte quant à la dévolution de l'exploitation des activités du domaine nordique et des services complémentaires à un partenaire professionnel au moyen d'une convention de délégation de service public et de préciser les prestations que le Syndicat entend demander au futur délégataire.

Sur la base de ce rapport, il appartient au Comité Syndical de se prononcer sur le principe de la délégation de service public.

## I. EXPOSÉ DES MOTIVATIONS DU SYNDICAT MIXTE DES GLIERES

---

Le Syndicat mixte des Glières est autorité organisatrice des activités nordiques du domaine du Plateau des Glières.

Il a confié depuis 2014, au terme de procédures de publicité et de mise en concurrence, l'exploitation du domaine nordique à l'association « Haute-Savoie Nordic » dans le cadre de deux conventions de délégation de service public, d'une durée chacune de 5 années.

Compte tenu du souhait du Syndicat, avant de se positionner sur les futures modalités d'exploitation du domaine nordique, de faire réaliser une étude pour, d'une part préparer la fin du contrat en cours, et d'autre part étudier les opportunités, les enjeux et les contraintes pour la future exploitation, la dernière convention a été prolongée d'une année, portant ainsi son terme au 30 septembre 2025.

Dans le cadre de cette étude, différents scénarios organisationnels et de (re)positionnement ont été travaillés pour répondre aux 5 enjeux identifiés et partagés suivants :

- maintenir la performance actuelle de l'exploitation en pérennisant les acquis et les atouts (qualité reconnue du domaine, variété technique du domaine, valeurs éducatives) et en renforçant l'attractivité (auprès des scolaires et des « performeurs ») par une diversification de l'offre ciblant prioritairement ces deux grandes cibles ;
- travailler les spécificités du modèle économique et sa consolidation avec de nouveaux centres de profit ;
- intégrer spatialement la future Maison du Plateau pour rendre plus convenient le parcours client (et les conditions d'accueil associées) et le parcours exploitant ;
- maintenir et pérenniser l'équilibre de gestion entre les différents acteurs économiques du plateau afin d'avoir une vision transversale.

Ces scénarios présentaient des ambitions différentes en termes de dimensionnement des activités développées et de programme d'aménagement.

**Au terme de l'instruction de ces différents scénarios, le scénario proposé est celui qui consiste à :**

- **Continuer à inscrire l'exploitation dans un cadre de gestion déléguée.**  
Les raisons qui ont conduit à proposer ce choix sont développées dans la partie suivante du présent rapport.
- **Repositionner le domaine nordique des Glières et renforcer sa singularité avec :**
  - le développement d'un espace pédagogique d'apprentissage à proximité immédiate de la future Maison du Plateau permettant de soutenir l'attractivité de l'offre pour une des deux cibles prioritaires que sont les scolaires, ainsi que d'améliorer l'accueil et l'organisation d'événements ;
  - le déploiement par le délégataire d'un service complémentaire de location de matériel d'activités nordiques ski permettant une montée en professionnalisation de l'activité, la maîtrise par l'exploitant du domaine nordique des conditions d'exploitation du service pour répondre pleinement aux attentes des usagers, ainsi que la consolidation des centres de profits.

Lors d'un prochain comité syndical, il sera proposé d'engager une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de la passation d'une convention de délégation de service public du domaine nordique comprenant les activités et services suivants :

- accueil et information sur les activités du site du plateau des Glières,

- exploitation et entretien hivernal du domaine nordique,
- location de matériel de ski,
- animation et évènementiel,
- organisation de l'accueil du public scolaire,
- entretien des accès du domaine nordique,
- proposition d'une offre de petite restauration/snacking au sein de la nouvelle maison du plateau,
- gestion de la mise à disposition ou des locations des espaces et salles de la nouvelle maison du plateau (école de ski, clubs, ...).

Dans les parties suivantes, les membres du Comité Syndical pourront, d'une part, prendre connaissance des choix qui s'offrent au Syndicat quant aux modes de gestion envisageables ; et d'autre part, appréhender les prestations qui seront demandées au futur délégataire.

## II. LE CHOIX DU MODE DE GESTION

---

Le Syndicat mixte des Glières dispose, à l'échéance du contrat en cours, pour l'exploitation du domaine nordique, de la faculté :

- soit d'assurer lui-même la gestion des services dans le cadre d'une gestion directe **(1)**,
- soit de confier de nouveau la gestion des activités nordiques à un opérateur professionnel **(2)**.

**1. Dans le cadre de la gestion directe**, le Syndicat mixte peut exploiter les activités et services du domaine nordique par ses propres moyens, en créant une régie à simple autonomie financière ou une régie personnalisée (c'est-à-dire un établissement public local, à caractère industriel et commercial pour ce type d'activités - EPIC).

Ainsi, le Syndicat mixte :

- serait responsable de l'organisation et du fonctionnement quotidien du service public et notamment la gestion du personnel ; la mise en sécurité des pistes de ski nordique et de piétons-raquettes, la gestion administrative et financière du service, l'organisation, l'entretien et la mise en œuvre de systèmes de secours aux usagers du domaine skiable, etc.
- supporterait la totalité des risques financiers liés à l'exploitation du service et l'investissement nécessaire inhérent à l'activité.

Cependant, l'exploitation d'un domaine nordique nécessite de disposer d'un savoir-faire technique et commercial pour avoir la capacité d'offrir un service de qualité correspondant aux attentes des usagers, ce qui n'est pas en adéquation avec les moyens humains et techniques du Syndicat mixte.

En outre, la gestion publique et les règles auxquelles elle demeure soumise (comptabilité publique notamment) peuvent se révéler inadaptées à l'exploitation d'une telle activité, en particulier la gestion, le développement et la commercialisation. Autrement dit, la reprise de la gestion du domaine nordique en régie pourrait être source de complexité pour le Syndicat mixte.

Enfin, l'exploitation du domaine nordique par un professionnel, comme c'est le cas actuellement, a globalement donné satisfaction au Syndicat mixte.

→ ***Au regard de ces éléments, il ressort que le Syndicat mixte ne souhaite pas s'orienter vers une gestion en direct du domaine nordique.***



2. Dans le cadre d'une gestion confiée à un opérateur professionnel, le Syndicat mixte dispose de deux options : la conclusion d'un marché public et la conclusion d'une nouvelle délégation de service public.

La conclusion d'un marché public paraît toutefois inadaptée en l'espèce dans la mesure où, si elle permet de s'attacher le savoir-faire d'un opérateur professionnel, le Syndicat mixte conserverait la responsabilité de l'activité et la totalité des risques financiers issus de l'exploitation.

Le recours à la convention de délégation de service public paraît donc constituer la solution contractuelle qui correspond le mieux au Syndicat mixte.

**Sur le plan juridique, une délégation de service public :**

- est une concession au sens de l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique, à savoir :

*« un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés ».*

- porte sur la gestion d'un service public comme le précise l'article L.1121-3 du Code de la commande publique :

*« La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales est une concession de service ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales ».*

Dans le cadre d'une délégation de service public, le Déléataire supporte en tout ou partie :

- l'aléa économique d'exploitation ;
- le risque financier lié à l'investissement,
- la responsabilité de la gestion et de l'exploitation de l'activité, notamment vis-à-vis des usagers et des tiers.

Il existe plusieurs types de délégation de service public qui diffèrent selon l'étendue des risques transférés au partenaire de l'autorité concédante.

La régie intéressée permet, pour la gestion d'une activité de service public, de s'attacher le concours d'un partenaire professionnel en contrepartie d'une rémunération variable généralement établie sur le résultat de l'exploitation ou les économies réalisées. Dans le cadre de la régie intéressée, le Syndicat conserverait le risque d'investissement (réalisation et financement des ouvrages) et ne transférerait qu'une partie du risque d'exploitation.

L'affermage est une relation dans laquelle le délégataire exploite l'activité de service public à ses risques et périls aux moyens des installations réalisées et financées par le Syndicat et que ce dernier lui met à disposition. En contrepartie, le délégataire verse au Syndicat une redevance pour l'utilisation des équipements. Dans le cadre de l'affermage, le Syndicat supporte le risque d'investissement et transfère uniquement (mais en totalité) le risque d'exploitation.

La concession est une relation dans laquelle le délégataire exploite l'activité de service public à ses risques et périls aux moyens des ouvrages et installations qu'il a lui-même

réalisés et financés. Dans le cadre d'une concession, le Syndicat transfère à la fois le risque d'investissement et le risque d'exploitation.

Il faut noter qu'il est possible de combiner deux catégories de contrat. Il n'est ainsi pas rare que des délégations de service public comportent en même temps des dispositions à caractère d'affermage et concessif.

La durée des contrats est également variable. Si, en principe, elle est courte pour la régie intéressée et l'affermage, elle est plus longue pour le contrat de concession (et les contrats mixtes) compte tenu de la nécessité d'amortir les investissements à réaliser par le délégataire.

***Au vu des objectifs poursuivis par le Syndicat mixte, c'est le mode de gestion déléguée qui apparaît le plus adapté en ce qu'il permettra :***

- 1) De bénéficier du savoir-faire et de l'expérience d'un partenaire professionnel, capable d'assurer l'exploitation et le développement du domaine nordique et du service complémentaire de location de matériel de ski dans le respect des orientations du Syndicat ;
- 2) D'offrir aux usagers un niveau de prestations adapté à leurs attentes.

### **III. LES PRESTATIONS DEMANDÉES AU DÉLÉGATAIRE**

---

#### **1. OBJET DE LA DELEGATION**

Exploitation par le Délégué, aux risques et périls de ce dernier, des activités du domaine nordique des Glières et des services complémentaires.

#### **2. MISSIONS DELEGUEES**

Dans le cadre d'un projet global de développement du Plateau, il est d'ores et déjà programmée la reconstruction de la Maison du Plateau par le Département de la Haute-Savoie (date prévisionnelle de mise en service pour la saison d'hiver 2027-2028). Ce programme va également comprendre la création d'un jardin des neiges (date prévisionnelle de mise en service pour la saison d'hiver 2027-2028).

La future convention recouvrira donc trois phases :

- La première correspond à la période qui précède l'engagement des travaux de démolition du bâtiment actuel dénommé Maison du Plateau, de construction de la nouvelle Maison du Plateau et d'aménagement du jardin des neiges,
- La deuxième correspond à la période de réalisation des travaux de construction de la nouvelle Maison du Plateau et d'aménagement du jardin des neiges,
- La troisième, à partir de la mise en service de la nouvelle Maison du Plateau et du jardin des neiges.

##### **2.1. Mission d'accueil & d'information des publics, de coordination des acteurs et d'information du Syndicat mixte.**

Dans le cadre de cette mission globale d'accueil & d'information des publics, de coordination des acteurs et d'information du Syndicat mixte, qui ne sera réalisée que sur la période hivernale, il sera attendu du Délégué qu'il assure :

- l'accueil des visiteurs et l'information sur les activités du site du plateau des Glières,
- la coordination et la concertation avec les différents acteurs du plateau des Glières en vue d'assurer le meilleur accueil à tous les publics,

- la gestion des mises à dispositions et/ou des locations de salles et des espaces disponibles dans la nouvelle Maison du Plateau,
- le relai d'informations auprès du Syndicat mixte.

## **2.2. Mission d'exploitation et d'entretien hivernal du domaine nordique, ce qui comprend :**

- L'exploitation du domaine nordique qui recouvre la mise à disposition au profit des publics fréquentant le domaine nordique :
  - de pistes damées et sécurisées pour les pratiques de ski nordique,
  - d'itinéraires damés et sécurisés pour les piétons et les raquettes,
  - d'espaces délimités pour la luge et les activités pédagogiques.
- L'entretien du domaine nordique comprenant notamment :
  - l'entretien et le damage du domaine nordique,
  - la gestion du snow-farming,
  - la pose et dépose du balisage du domaine nordique ainsi que l'adaptation hivernale de la signalétique d'intérêt local.
- La vente de la redevance nordique,
- La sécurisation du domaine nordique,
- L'exploitation et l'animation du futur jardin des neiges, comprenant l'exploitation possible d'un fil-neige.

## **2.3. Mission de location de matériel de ski**

Dans le cadre de cette mission, il est attendu du Délégataire, à compter de la deuxième saison d'exploitation (2026/2027) :

- qu'il propose un service de location de matériel pour les différentes pratiques ludiques et sportives praticables sur le domaine nordique et notamment : toutes formes de ski, hors alpin, et de randonnée, raquettes, luge et toutes autres pratiques qui émergeraient et seraient adaptées au domaine ;
- qu'il assure la gestion commerciale du service de location.

Pour la 1ère saison, mais également sur toute la durée du contrat, il sera, *a minima*, demandé au délégataire d'être force de proposition et conseil avisé, concernant les acquisitions de matériels (matériels de glisse, chaussures, bâtons, etc.) permettant de compléter le stock existant qui sera mis à disposition par le Syndicat mixte, et ce, afin de proposer un service adapté aux besoins, tant au niveau qualitatif que quantitatif.

Le Syndicat Mixte pourra s'autoriser, dans le cadre de la procédure de mise en concurrence, à demander au Délégataire de réaliser ces acquisitions de matériels et d'en assumer le financement.

## **2.4. Mission d'animations et évènementiel**

Le Délégataire devra participer, par la mise à disposition de moyens humains, techniques et logistiques, à l'organisation matérielle des actions d'animation et manifestations initiées sur le domaine nordique en période hivernale par les autres acteurs touristiques du site, notamment le Syndicat mixte, les offices de tourisme, les écoles de ski, les clubs sportifs et les autres associations locales. Ces animations et manifestations seront limitativement énumérées dans le contrat.

Pour tout autre évènement ou en cas d'évolution importante du contenu et/ou de la fréquentation de ces évènements, le Délégataire et le Syndicat se rapprocheront pour étudier les conditions financières de l'intervention du Délégataire.



## **2.5. Mission d'organisation de l'accueil du public scolaire**

Dans le cadre de cette mission, dont une partie est réalisée en dehors de la période d'exploitation du domaine, le Délégataire assurera notamment :

- la coordination des partenaires,
- l'élaboration du document d'information et son envoi aux établissements scolaires,
- l'organisation du planning,
- la coordination avec les équipes enseignantes,
- les réunions d'animation,
- le déroulement et le suivi de la fréquentation scolaire,
- la facturation,
- les statistiques de fréquentation et le bilan.

## **2.6. Entretien des accès (damage et déblaiement)**

## **2.7. Mission de petite restauration/snacking**

Dans les locaux de la nouvelle Maison du plateau, le délégataire devra développer un service de petite restauration / snacking, qu'il pourra exploiter lui-même ou subdéléguer à un partenaire spécialisé qui devra être agréé au préalable par le Syndicat Mixte.

## **2.8. Activités connexes et/ou complémentaires autorisées**

Le Délégataire pourra proposer, à partir des biens mis à disposition, d'autres activités connexes et/ou complémentaires aux missions de service public qui lui sont confiées à titre principal dès lors qu'elles sont compatibles avec la nature, la destination et les usages des biens et qu'elles présentent une plus-value aux activités déléguées.

Les autres activités autorisées par le Syndicat mixte sur le domaine nordique donneront lieu à une convention tripartite entre le Syndicat mixte, le Délégataire et l'organisateur de l'activité afin d'encadrer les modalités de mise en œuvre de ces activités en lien avec l'exploitation du domaine nordique par le Délégataire.

## **3. LES BIENS DE LA DELEGATION**

La convention comprendra :

- Les biens qui seront mis à disposition du Délégataire par le Syndicat mixte en début et en cours de convention.

Compte tenu des 3 phases de la convention (avant travaux / en cours de travaux / à compter de la mise en service de la nouvelle Maison du plateau et du jardin des neiges), la convention spécifiera, pour chacune de ces phases, les biens mis à disposition du Délégataire pour la mise en œuvre du service délégué.

- Les biens qui seront fournis et financés par le Délégataire et qui seront répartis en 3 catégories :
  - Les biens de retour : biens nécessaires au fonctionnement du service,
  - Les biens de reprise : biens utiles mais non indispensables au fonctionnement du service,
  - Les biens propres : biens qui ne sont ni des biens de retour, ni des biens de reprise.

## **4. ENTRETIEN COURANT / GROS ENTRETIEN / RENOUVELLEMENT**

La convention traitera, pour chaque type de biens, de la répartition entre le Syndicat mixte et le Délégataire, des charges d'entretien courant, de gros entretien et de renouvellement.

Elle fera classiquement la distinction entre :

- les locaux, avec le principe de la prise en charge de l'entretien courant par le Délégué et du gros entretien par le Syndicat,
- le mobilier équipant les locaux, selon le même principe de répartition (entretien courant à charge du Délégué et renouvellement à charge du Syndicat),
- les engins d'exploitation motorisés, avec, s'agissant de l'entretien une distinction de la prise charge, en fonction de la nature et du coût de l'intervention. L'idée générale est que les interventions les plus lourdes sont supportées par le Syndicat, les autres restent de la responsabilité du Délégué. Le renouvellement de ces engins est à la charge du Syndicat,
- le matériel de ski destiné à la location, dont l'entretien incombe au Délégué. Concernant le renouvellement, il pourra également être mis à sa charge, en fonction des choix opérés par le Syndicat Mixte dans le cadre de la procédure de mise en concurrence.

## 5. PERIODE D'OUVERTURE ANNUELLE ET JOURNALIERE

Le domaine nordique, ainsi que les infrastructures d'accueil et de service des usagers (salle hors-sac, location de matériel, ...) devront être ouverts au public chaque jour pendant toute la durée de la saison d'hiver. La convention précisera les amplitudes d'ouverture.

## 6. TARIFS

La politique tarifaire des prestations proposées dans le cadre de l'exploitation du domaine nordique des Glières sera élaborée annuellement par le Délégué et devra être soumise chaque année pour approbation au Comité syndical.

## 7. CONDITIONS FINANCIERES

### 7.1. Le principe du versement d'une compensation pour obligation de service public.

Les obligations de service public qui vont être imposées au Délégué ouvriront droit au versement d'une compensation financière forfaitaire, eu égard à la nature même de certaines missions déléguées ainsi qu'aux contraintes d'ouverture et celles liées à l'accueil des scolaires.

Le montant de cette compensation sera arrêté dans le cadre des négociations en lien avec le compte d'exploitation prévisionnel du Délégué.

### 7.2. Charges d'exploitation

Le Délégué supportera l'intégralité des frais et charges liés à l'exploitation, des biens et services confiés et notamment :

- les impôts et les taxes de toute nature, existants ou à venir, à l'exception de la taxe foncière, qui sera supportée par les propriétaires,
- les frais de personnel,
- les frais d'entretien courant des biens mis à disposition,
- les frais de fluides et d'énergie des locaux, à savoir les dépenses d'abonnement, de contrats, de raccordements et de consommation affaissant à la période allant du 15 septembre au 30 avril.

### 7.3. Relation financière

En contrepartie de la mise à disposition des biens par le Syndicat mixte, le Délégué lui versera une redevance annuelle qui sera composée d'une part fixe et d'une part variable.

Le montant de la part fixe (qui ne pourra être inférieur à 1000€) et les modalités de détermination de la part variable seront arrêtés dans le cadre des négociations.

## 8. PERSONNEL

Le Délégataire fera son affaire du recrutement du personnel, en nombre et en qualification suffisants, pour le bon fonctionnement du domaine nordique et du service complémentaire de matériel de location de ski, conformément aux lois, règlements et conventions collectives en vigueur.

Le Délégataire s'obligera à reprendre les contrats de travail en cours et à maintenir les avantages acquis par le personnel affecté conformément à l'article L. 1224-2 du Code du travail.

## 9. DUREE DE LA CONVENTION

La convention sera consentie pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025.

## 10. ASSURANCES

Le Délégataire fera son affaire des assurances destinées à le garantir contre les risques inhérents tant à l'entretien qu'à l'exploitation (ou le défaut d'exploitation) des équipements et ouvrages nécessaires au fonctionnement des activités et services vis-à-vis des tiers, des usagers et des salariés.

Le Délégataire devra également s'assurer contre les risques et dommages concernant les biens immobiliers et mobiliers mis à disposition par le Syndicat.

## 11. AUTRES DISPOSITIONS

Pour tout ce qui n'est pas précisé dans ce rapport de présentation, il sera fait référence à la législation en vigueur et à la jurisprudence, qui serviront de base pour la rédaction du cahier des charges et du contrat de délégation de service public.